

revue française de droit administratif

Les règlements autonomes n'existent pas
L. Favoreu

L'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme
Th. Renoux, F. Quérol

Le nouveau dispositif de prévention et de lutte contre les risques majeurs
M. Prieur, J.-Cl. Douence

L'inscription d'office des dépenses obligatoires
aux budgets des collectivités locales
G. Melleray, X. P., J. Rougié, M. Roux

Rubriques

Actes unilatéraux et contrats
Biens et travaux
Collectivités locales
Contentieux
Droit administratif comparé et étranger
Droit public économique
Fonction publique
Organisation et relations administratives
Police - Libertés publiques
Responsabilité
Urbanisme et environnement
Droit administratif et droit communautaire
Droit administratif et droit constitutionnel
Droit administratif et droit international
Droit administratif et droit privé
Droit administratif et droit social
Droit administratif et finances publiques
Arrêts récents du Conseil d'État
(15 septembre 1987-15 novembre 1987)

Correspondance concernant la rédaction

Revue française
de droit administratif
Daloz, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 43 29 50 80

Abonnements

(Joindre paiement à l'ordre de Dalloz-messageries aériennes sur demande.)

Abonnement annuel partant
du 1^{er} numéro de l'année
6 nos 1988
France et D.O.M. : 480 F
Étranger : 550 F

Administration et abonnements

Daloz, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 43 31 04 85

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants.



revue française de droit administratif

Table des matières

Biblioteca de la Corte Suprema	
Nº de Orden	114231
Ubicación	2.74

Article

« Les règlements autonomes n'existent pas », par Louis FAVOREU

871

Rubriques

Droit public économique

Jurisprudence

La légalité de la création des comités interprofessionnels, par Olivier VAN RUYMBEKE
(Concl. sur Cons. d'ÉT. 27 avr. 1987, Comité interprofessionnel du gruyère de Comté [C.G.C.])

885

Fonction publique

Étude

Les récentes modifications du statut général des fonctionnaires de l'État : rupture ou continuité? (à propos de la loi n° 87-588 du 30 juillet 1987), par L. MÉRITAN

890

Responsabilité

L'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme

Un nouveau cas de garantie sociale, par Thierry RENOUX

909

Le financement du Fonds de garantie, par Francis QUÉROL (*)

(*) Pour des raisons techniques, l'étude de M. Quérol ne peut paraître dans la présente livraison. Elle sera publiée au n° 1-1988 de cette Revue (N.d.l.R.).

La faute lourde, réductrice de l'irresponsabilité légale et conventionnelle de l'Administration, par Michel GUENAIRE
(Note sous Cons. d'Ét. 21 nov. 1986, 2 espèces, *Société française d'intérim C. Ministre des P.T.T.*, *Société Top Service C. Ministre des P.T.T.*)

919

Urbanisme et environnement

Le nouveau dispositif de prévention et de lutte contre les risques majeurs

I. La réorganisation de la sécurité civile et la prévention des risques majeurs, par Michel PRIEUR

926

II. Le statut des services d'incendie et de secours et la défense de la forêt contre l'incendie, par Jean-Claude DOUENCE

941

Droit administratif et droit communautaire

Étude

La notion d'emplois dans l'Administration publique (art. 48, § 4 traité C.E.E.) et l'accès des ressortissants communautaires aux emplois publics, par Louis DUBOUIS

949

Droit administratif et droit international

Jurisprudence

Le juge administratif français et les principes généraux du droit international, par Jean MASSOT (Concl. sur Cons. d'Ét. Section, 23 oct. 1987, *Société Nachfolger Navigation Company Ltd et autres*)

963

Actualité législative et réglementaire

Actualité jurisprudentielle

par David RUZIÉ

970

Droit administratif et finances publiques

L'inscription d'office des dépenses obligatoires aux budgets des collectivités locales

● L'intervention des chambres régionales des comptes

978

I. A propos de la procédure d'inscription d'office : mise au point et nouveaux problèmes, par Guy MELLERAY et Jacqueline ROUGIÉ

(Note sous Cons. d'Ét. 30 janv. 1987, *Département de la Moselle*)

978

II. Le contentieux des mises en demeure, par X. P. (Note sous Trib. admin. Châlons-sur-Marne, 14 janv. 1986, *SIVOM, du Canton d'Asfeld C. Chambre régionale des comptes de Champagne-Ardenne*)

982

III. L'intervention des chambres régionales des comptes est-elle nécessaire? par Guy MELLERAY (Obs. sous Cons. d'Ét. 10 juill. 1987, *M. Derez C. Commune d'Uvernet-Fours*)

987

● Le pouvoir de substitution et le régime de responsabilité en cas de refus d'inscription d'office, par Michel ROUX

(Concl. sur Cons. d'Ét. 29 avr. 1987, *Ministre de l'Intérieur et ministre de l'Éducation nationale C. École Notre-Dame-de-Kernitron*)

989

Arrêts récents du Conseil d'État

Période du 15 septembre 1987 au 15 novembre 1987

998

TABLES DE L'ANNÉE 1987

1012

Pour les **tables** de l'année 1987, voir en fin de numéro.

Les opinions émises dans la revue n'engagent que leurs auteurs.

400282



61060